

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Arrêté du 14 avril 2021, Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Nouvelle collection, Projet ANR ARMY, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 17\)](#)

Chine, États-Unis, Femmes et conflits armés, Manipulations électorales

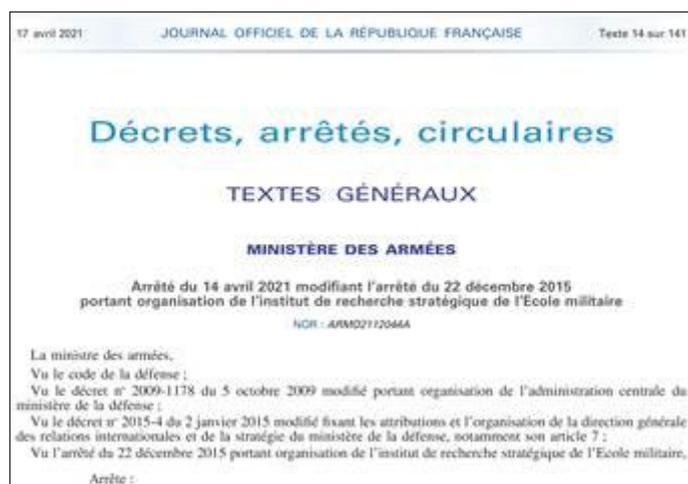
## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 21\)](#)



## [À VENIR \(p. 23\)](#)

## VIE DE L'IRSEM

### ARRÊTÉ DU 14 AVRIL 2021



L'arrêté du 14 avril 2021 modifie l'arrêté du 22 décembre 2015 portant organisation de l'IRSEM sur deux points : d'une part, l'ouverture d'un poste de « directeur adjoint ». Une campagne publique de recrutement a été lancée le 19 avril, pour un poste à pourvoir au 1<sup>er</sup> septembre. Numéro 2 de l'institut, le directeur adjoint seconde et supplée le directeur dans toutes ses missions. Le profil recherché est le suivant : soit un officier général d'active, soit un fonctionnaire civil de niveau au moins équivalent à celui d'administrateur civil, soit un contractuel ayant des qualifications similaires ; disposant d'une expérience de management, de la recherche, des relations internationales et des questions de défense ; parlant couramment anglais ; de préférence titulaire d'un doctorat. D'autre part, la réforme du Conseil scientifique. Désormais composé de 10 scientifiques au lieu de 8, et clairement distingué de son pendant ministériel, le CCRP, le conseil devient vraiment et exclusivement scientifique. Plusieurs nouveaux membres seront nommés.

## ÉQUIPE



**L'IRSEM souhaite la bienvenue à Maxime RICARD, chercheur Afrique de l'Ouest.**

Titulaire d'un doctorat en science politique (2020) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Maxime Ricard a été coordonnateur du Centre FrancoPaix en résolution des conflits et

missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand à l'UQAM de 2016 à 2021. Avant d'intégrer la recherche académique, il a exercé pendant deux années dans le domaine de la résolution des conflits en Côte d'Ivoire.

Spécialiste paix et sécurité ainsi qu'en études africaines, ses recherches de thèse ont porté sur les pratiques sécuritaires d'acteurs non étatiques dans le post-conflit en Côte d'Ivoire, en particulier les cas du vigilantisme urbain à Abidjan, des chasseurs dozos à l'ouest, et des entreprises de sécurité privée à Abidjan.

## DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



**Note de recherche n° 114 – 12 avril.**

« [La diplomatie des "lousps guerriers" ou la nouvelle politique de légitimation du Parti communiste chinois](#) », par Camille BRUGIER, 14 p.

Depuis quelques années et *a fortiori* depuis le début de la crise sanitaire, certains diplomates chinois, communément appelés « lousps guerriers » par les médias occidentaux, ont adopté un ton belliqueux dans les médias et sur les réseaux sociaux. Alors que cette nouvelle pratique, très décriée au sein des opinions publiques occidentales et asiatiques, conforte la perception de la Chine comme une menace, cette note s'interroge sur les motivations qui poussent le Parti communiste chinois (PCC) à la perpétuer. Ce paradoxe tient à ce que les véritables destinataires de cette politique extérieure chinoise sont les Chinois eux-mêmes, qu'ils vivent dans le pays ou à l'étranger. Cette politique extérieure à usage interne a pour but principal de légitimer le PCC aux yeux de ses propres citoyens, dans la continuité des précédents leaders chinois. Ainsi, cette diplomatie des « lousps guerriers » n'affecte pas les objectifs de la politique étrangère chinoise. Trois éléments étayaient cette hypothèse : la visibilité des « lousps

guerriers » en Chine, les références subtiles au « siècle d'humiliation » et enfin l'instrumentalisation de la fracture culturelle pour mettre à distance les régimes démocratiques.



**Brève stratégique n° 20 – 15 avril.**

« [L'ambition japonaise d'une stratégie de sécurité économique : une voie à suivre](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

Un comité d'étude du Parti libéral démocrate japonais a remis un rapport en décembre 2020 demandant la mise en œuvre d'une stratégie nationale de sécurité économique visant à préserver l'autonomie stratégique du pays. Nous pourrions utilement nous en inspirer et élaborer un Livre blanc de la sécurité économique, tant au niveau national qu'europpéen, et engager des échanges et des coopérations avec nos partenaires d'Indo-Pacifique notamment.



**Strategic Brief No. 20 – 19 avril.**

« [Japan's ambition for an economic security strategy: a way forward](#) », by Nicolas REGAUD, 2 p.

*A Japanese Liberal Democratic Party study committee issued a report in December 2020 calling for the implementation of a national economic security strategy aimed at preserving the country's strategic autonomy. We could usefully draw inspiration from it and draw up a White Paper on economic security, both at national and European level, and initiate exchanges and cooperation with our Indo-Pacific partners in particular.*



**Note de recherche n° 115 – 27 avril.**

« [L'habilitation des entreprises, un parcours d'obstacles](#) », par CRP Jonathan COHEN, 18 p.

En octobre 2019, l'attentat commis au sein de la préfecture de police de Paris par un personnel habilité soulevait la question de l'efficacité des habilitations au secret de la défense nationale. Cette note a pour objet de traiter des habilitations des personnes morales, à savoir principalement les entreprises. L'habilitation des entreprises soulève de nombreuses questions. Elle vient se heurter aux principes de fluidité des affaires, d'égalité

de traitement entre les candidats et de liberté d'accès à la commande publique, de transparence des procédures... Il convient aussi d'interroger la dimension nécessaire et suffisante de l'habilitation. La note décrit ainsi les différents acteurs et les différentes étapes du processus d'habilitation (justification du besoin, choix du bon guichet d'entrée, constitution du dossier, désignation d'un officier de sécurité, enquête...), y compris après la décision. Il s'agit également de saisir les enjeux sous-jacents et, outre les évolutions réglementaires attendues à partir du 1er juillet 2021, de proposer des pistes d'amélioration, tant sur le fond que la forme.

## LE COLLIMATEUR

### LE PODCAST DE L'IRSEM



#### Dans le bunker #38 – 2 avril.

« [Capitaine Conan](#) » de Bertrand TAVERNIER (1996) avec le colonel (R) Jean-Luc COTARD et Nicolas BEAUPRÉ, 38 mn.

À l'occasion du décès récent de Bertrand Tavernier, « Dans le bunker » s'intéresse au versant de son œuvre consacré à la Première Guerre mondiale, et en particulier à son *Capitaine Conan*, en compagnie de deux invités aux profils différents : le colonel (R) Jean-Luc Cotard, du comité de rédaction de la revue *Inflexions*, et l'historien de la Première guerre mondiale Nicolas Beaupré, maître de conférences à l'université de Clermont-Auvergne.



#### Épisode 99 – 6 avril.

« [Insuffisances et suffisances d'une grande armée : le cas britannique](#) », avec Alexandre JUBELIN et Simon AKAM, 1 h 10.

« Le Collimateur » se tourne vers l'autre côté de la Manche, sur les tensions et les faiblesses de l'armée britannique qui se révèlent depuis le début du cycle d'opérations extérieures entamé en 2001.

Alexandre Jubelin s'entretient avec Simon Akam, journaliste et écrivain, auteur de *The Changing of the Guard. The British Army since 9/11*. Après avoir évoqué le passé militaire de Simon et la genèse de l'enquête, ils discutent de l'identité de l'armée britannique pour ceux qui y servent, des défauts de l'entraînement et de l'image de l'armée dans l'opinion publique britannique. Ils abordent ensuite

le révélateur pour l'armée britannique que représentent les déploiements en Afghanistan et en Irak, notamment sous l'angle de la démonstration de force ou d'impuissance face à l'allié américain, les problèmes disciplinaires qui apparaissent sur le long terme. Enfin, ils évoquent la récente Defense Review britannique, les coupes budgétaires et capacitaires à venir, et leurs conséquences possibles.



#### Dans le viseur #27 – 9 avril.

« [Frappe de drone dans le désert malien](#) », avec Alexandre JUBELIN, 26 mn.

Le lieutenant-colonel Romain vient « Dans le viseur », en partenariat avec l'École de guerre, pour parler du pilotage des drones ainsi que du processus de ciblage.



#### Épisode 100 – 13 avril.

« [L'armée russe, des décombres de l'URSS au nouveau capacitaire](#) », avec Alexandre JUBELIN et Isabelle FACON, 1 h 36.

« Le Collimateur » fête son centième épisode en s'intéressant à la nouvelle Russie et à ses capacités militaires, en compagnie d'Isabelle Facon, directrice adjointe de la FRS et auteur de *La nouvelle armée russe* (Carnets de l'Observatoire).

Avec Alexandre Jubelin, ils commencent leur tour d'horizon en revenant sur la période de crise qui s'ouvre pour l'armée ex-soviétique à partir de 1991, notamment autour de la guerre de Tchétchénie de 1994 malgré des capacités nucléaires persistantes ; ils discutent du nouveau chapitre qui débute avec l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine en 1999, notamment à partir des réformes Serdioukov qui commencent à la suite de la guerre de Géorgie de 2008. Ils décrivent ensuite la structure de l'armée russe, en particulier l'émergence de forces « grises » comme le groupe Wagner, avant d'évoquer l'inflexion stratégique russe à partir de 2014 et de l'intervention en Ukraine puis en Syrie et leur relation plus générale à l'OTAN, par exemple dans le contexte de mouvements de troupes actuels aux frontières ukrainiennes. Ils détaillent enfin la coopération entre la Russie et la Chine, avant de faire un tour d'horizon des points forts et des faiblesses de l'armée russe, telle la Marine.



**Dans le bunker #39 – 16 avril.**

« [Le vol de l'Intruder](#) », de John MILIUS (1991), avec « ATÉ », 25 mn.

Pierre-Henri Chuet, dit « Até », ancien pilote de chasse dans l'aéronavale, vient « Dans le bunker » pour évoquer un film relativement méconnu de John Milius, presque contemporain de *Top Gun*, dont l'action spectaculaire se situe en pleine guerre du Vietnam.



**Épisode 101 – 27 avril.**

« [Jihadisme et contre-terrorisme \(1\) : Les premières décennies du jihadisme contemporain](#) », avec Alexandre JUBELIN, Marc HECKER et Élie TENENBAUM, 1 h 01.

« Le Collimateur » propose la première partie d'un long entretien avec Marc Hecker et Élie Tenenbaum, chercheurs à l'IFRI, à propos de leur livre qui vient de paraître, *La Guerre de vingt ans. Jihadisme et contre-terrorisme au XXI<sup>e</sup> siècle* (Robert Laffont).

Avec Alexandre Jubelin, ils commencent par discuter du projet et des termes de leur enquête, puis ils réfléchissent autour de dates clés et de pivots de l'histoire du jihadisme contemporain : 1979 avec le triple événement de la révolution iranienne, du siège de La Mecque et de l'invasion soviétique en Afghanistan où émerge la figure d'Oussama Ben Laden ; le début des années 1990 et la montée en puissance de la mouvance djihadiste jusqu'au 11 septembre 2001.



**Dans le viseur #28 – 30 avril.**

« [Essai du missile balistique M51, vu depuis le SNLE](#) », avec Alexandre JUBELIN, 19 mn.

Dans ce nouvel épisode de « Dans le viseur » en partenariat avec l'École navale, quelques jours après un nouvel essai de missile balistique M51 depuis la terre, le lieutenant de vaisseau David donne un retour sur un des premiers essais de ce missile, à partir d'un SNLE, en 2020.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

**OUVRAGES PUBLIÉS  
PAR LES CHERCHEURS**



***Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* : « Les nouveaux enjeux stratégiques américains », en partenariat avec l'IRSEM, avril-mai 2021. En kiosque.**

Alors que la crise de la Covid-19 entame un peu plus la réputation de compétence et d'excellence de l'État américain, les avis divergent à Washington quant au devenir de l'hégémonie américaine, chacun campant sur ses positions. Pour les uns, l'avenir de la puissance est à repenser en fonction de la capacité des États-Unis à lutter contre les changements climatiques et à fédérer les autres États autour de cet objectif. C'est d'ailleurs le pari du président Joe Biden depuis son arrivée à la Maison-Blanche le 20 janvier 2021. Pour les autres, le maintien du dollar comme devise de référence pour les échanges internationaux demeure un déterminant de la puissance et de la capacité d'influence des États-Unis sur ses alliés et partenaires. Mais c'est une nouvelle fois sur le plan intérieur, et notamment au Congrès, que se jouent les arbitrages budgétaires et les choix de société de l'ère Biden, en faveur d'une démocratie sociale ou d'une défense renforcée.

L'élection présidentielle américaine de novembre 2020 a été qualifiée à de nombreux égards comme un tournant historique pour les États-Unis et leurs partenaires ou compétiteurs stratégiques. Elle a révélé comme jamais les profondes divisions à l'œuvre au sein de la société américaine et a porté à son paroxysme la balkanisation des opinions publiques en annonçant une nouvelle ère pour les guerres de l'information exacerbées par les facteurs endogènes. Elle a cristallisé les *culture wars* et l'extrême polarisation entre l'Amérique des côtes et la *Middle America*, l'Amérique de la dé-mondialisation et l'Amérique mondialiste, entre progressistes et conservateurs, avocats du multiculturalisme et suprémacistes blancs, tenants du libre-échange et défenseurs du protectionnisme économique – autant de lignes de faille qui divisent les États-Unis, paralysent la société et les institutions à un point tel que Washington a semblé, au terme de l'ère Trump, trop préoccupé par les dysfonctionnements nationaux américains pour pouvoir assumer les responsabilités internationales qui avaient fait la réputation des États-Unis depuis 1945.

Le modèle américain est donc en crise et ne fait plus figure de modèle. Une alternative partisane est-elle néanmoins

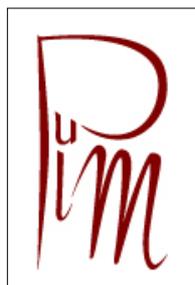
possible en politique étrangère ? Ou bien le conservatisme et le nationalisme sont-ils amenés à demeurer une ligne de force, quand le nationalisme technologique tend à s'imposer dans les relations internationales ? La question du déclin est-elle pour autant tranchée, comme se plaisent à l'avancer les principaux rivaux stratégiques des États-Unis ? Et l'Amérique peut-elle se permettre de laisser la place au vide stratégique tant convoité par ses compétiteurs, au premier rang desquels la Chine de Xi Jinping, avide de supplanter le « rêve américain » par le « rêve chinois » ? En rejetant le multilatéralisme et en fragilisant un de ses principaux atouts, les alliances, les États-Unis de Donald Trump ont-ils été le fossoyeur de l'ordre international libéral ? Le nouveau locataire de la Maison-Blanche sera-t-il capable de relever le défi des nouveaux enjeux stratégiques imposés par l'ère multi-polaire et enfin dans quelle mesure « le retour de l'Amérique » et la diplomatie des valeurs prônée par Joe Biden pourraient-ils être mis en œuvre ?

Voici quelques-unes des questions auxquelles les auteurs de ce numéro apportent des éléments de réponse. Douze d'entre eux sont chercheurs ou directeurs de domaine à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) à Paris. Le magazine *Diplomatie* et l'IRSEM sont fiers d'avoir pu collaborer avec quelques-uns des meilleurs experts français et canadiens de la politique américaine, dont les éclairages pourront permettre aux lecteurs de mieux comprendre les défis contemporains auxquels sont confrontés les États-Unis de Joe Biden.

**Maud QUESSARD**

**Directrice du domaine « Espace euratlantique - Russie »**

## NOUVELLE COLLECTION



**Benoît de TRÉGLODÉ (IRSEM) et Pierre JOURNOUD (université Paul Valéry-Montpellier 3) lancent une nouvelle collection intitulée « Asies contemporaines » aux Presses universitaires de la Méditerranée (PULM).**

La collection « Asies contemporaines » vise à mieux faire comprendre et connaître l'extraordinaire diversité des mondes asiatiques, leur rapport à eux-mêmes et au reste du monde, leurs dynamiques internes marquées autant par des divergences, des chocs et des affrontements, que par des compromis, des affinités et des rapprochements. Ses directeurs, Pierre Journoud (professeur d'histoire contemporaine, chercheur à CRISES et directeur du D.U. « Tremplin pour le Vietnam » à l'université Paul-Valéry Montpellier 3 et chercheur associé à l'IRSEM) et Benoît de Tréglodé (directeur du domaine « Afrique – Asie – Moyen-Orient » à l'IRSEM, chercheur titulaire au Centre Asie du Sud-Est de l'EHESS), souhaitent promouvoir des publications reflétant la richesse des passés et de leurs représentations, des populations, des systèmes politiques et militaires, des langues, des cultures et des religions, des territoires et des environnements, des niveaux de développement économique, social et éducatif, etc. Ouverte à toutes les sciences humaines et sociales aussi bien qu'à l'interdisciplinarité, cette nouvelle collection veut offrir une lecture contemporaine des principaux sous-espaces asiatiques : Asie centrale, Asie méridionale, Asie orientale et du Sud-Est, mais aussi territoires et mers du Pacifique, des côtes nippones à la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Elle valorise les travaux issus de recherches de terrain et nourries de sources de première main, qui permettent de replacer les ponctualités trop courtes du présent dans leur contexte historique, pour mieux cerner les enjeux fondamentaux de cet espace riche et fragmenté. Elle propose des analyses inédites et rigoureuses, ouvertes aux chercheurs d'ici et d'Asie, écrites dans une langue claire, et soucieuses d'offrir une lecture décentrée sur les Asies contemporaines.

**Benoît de TRÉGLODÉ**

**Directeur du domaine « Afrique – Asie – Moyen-Orient »**

## PROJET ANR ARMY



### ARMY – Analyse de la gestion militaire de la crise du coronavirus.

Le programme de recherche ANR sur la mobilisation des forces armées dans la crise sanitaire (ANR ARMY) a reçu les résultats de son enquête quantitative auprès d'un panel représentatif de la population française. Menée auprès de 3 020 personnes par l'institut OpinionWay, l'enquête va permettre notamment de préciser la perception du rôle de l'armée dans la gestion de crise. Une phase de traitement de ces données commence, qui aboutira à une mise en forme dans une première note de recherche de l'IRSEM publiée avant l'été 2021.



Le programme de recherche, Site web : <https://anr.army.hypotheses.org>

Adresse email : [anrarmy@sciencespo.fr](mailto:anrarmy@sciencespo.fr)

Twitter : [@ANR\\_Army](https://twitter.com/ANR_Army)

## ÉVÉNEMENTS

1<sup>er</sup> avril : Séminaire « [Le soldat augmenté et ses enjeux pour les puissances démocratiques à partir du cas français](#) », avec Gérard de BOISBOISSEL.



Le 1<sup>er</sup> avril, dans le cadre du séminaire mensuel « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », organisé par Pierre Bourgois et Océane Zubeldia, Gérard de Boisboissel (ingénieur de recherche, directeur de l'Observatoire « Enjeux des nouvelles technologies pour les forces », CREC Saint-Cyr) a fait une présentation sur « Le soldat augmenté et ses enjeux pour les puissances démocratiques à partir du cas français ».

Depuis peu, la convergence des nouvelles technologies émergentes que sont le numérique (informatique, numérisation de l'espace de bataille) et les sciences du vivant (biotechnologies, neurosciences) – lesquelles se fertilisent mutuellement tout en se miniaturisant – ouvrent de nouvelles perspectives pour le combattant en opération. Elles peuvent en effet lui permettre de dépasser ses propres limites afin d'être plus efficace dans l'exécution de sa mission, de durer sur les théâtres souvent longs (fatigue, stress), en vue de conserver une supériorité tactique sur l'ennemi. Elles peuvent aussi lui permettre de ne pas être déclassé face à l'hyperprécision et l'hyperréactivité des systèmes d'armes de demain qui pourraient faire apparaître l'homme comme le maillon faible des systèmes du futur. Mais l'homme n'est pas une machine et les opportunités que peuvent offrir ces nouvelles technologies posent des questions fondamentales qu'il convient d'aborder sous les aspects éthiques, juridiques, sociologiques, métaphysiques et tactiques, afin d'anticiper leurs effets. Quelles limites doit-on imposer aux techniques d'augmentation ayant effet sur l'homme afin de respecter la dignité du soldat ? Peut-on envisager des augmentations invasives, voire irréversibles, dans le seul but de l'efficacité militaire ? Quelle place pour le consentement ?

Quelle place pour le corps médical dans l'accompagnement des augmentations ? Quelle place pour le chef ? Le combattant peut-il devenir une simple composante des systèmes d'armes perfectionnés de demain ?

L'intervention se proposait d'entrer dans ce nouvel univers des possibles, tout en cherchant à évacuer les fantasmes ou les mythes qui peuvent accompagner cette réflexion prospective. Elle s'est placée dans le cadre d'une recherche entamée au niveau national dès 2015, avant d'aborder la question majeure de l'accompagnement politique et démocratique des enjeux que pose l'augmentation, puis de l'ouvrir à sa dimension internationale.

L'intervention de Gérard de Boisboissel a ainsi permis de mettre en avant la complexité du concept de soldat augmenté et les divers enjeux qu'il suscite (au niveau interne comme externe), notamment pour les puissances démocratiques. La présentation a été suivie par de nombreuses questions de la part du public et a donné lieu à des échanges permettant de revenir sur plusieurs aspects fondamentaux du sujet. La prochaine séance du séminaire aura lieu le 6 mai 2021, à 11 h, avec le LCL Seward Matwick de l'US Air Force.

**Pierre BOURGOIS**  
*Chercheur postdoctoral*

**Océane ZUBELDIA**  
*Chercheuse Drones, industries et innovation*

**1<sup>er</sup> avril : Seminar « Strategic issues in the Americas » : « Geopolitical new normal: (dis)continuities of the Chinese and Russian presence in Latin America », Institut des Amériques/IRSEM.**



Le 1<sup>er</sup> avril, le séminaire anglophone organisé conjointement par l'IDA et l'IRSEM, portait sur les enjeux stratégiques dans les Amériques au regard de la présence de plus en plus marquée des États chinois et russe. Était

invité Victor Mijares, vice-doyen de l'Université de Los Andes en Colombie, politologue et spécialiste des relations internationales. Les discutants [Emmanuel Dreyfus](#), [Maxime Audinet](#) et Antoine Bondaz ont posé leurs questions en fin de séminaire.

Les échanges ont permis d'aborder les nouvelles dynamiques à l'œuvre en Amérique latine. Selon l'orateur, grâce à diverses stratégies économiques et politiques, les géants chinois et russe se sont rapprochés des pays latino-américains. Ils sont devenus des alliés et parfois même des modèles pour certains régimes de la région, essayant d'offrir une alternative à l'hégémonie états-unienne. Moscou et Pékin tentent de parvenir à un rééquilibrage des puissances (*balance of power*) afin de rester durablement et stratégiquement sur le sous-continent sud-américain. Si, en raison de la proximité géographique de l'Amérique latine, le territoire a pendant longtemps servi les intérêts de Washington, l'hémisphère sud-américain n'est plus la priorité des États-Unis. Désormais, des États comme le Brésil, la Colombie ou le Venezuela bénéficient davantage des opportunités russo-chinoises que du soutien américain. La Chine, grâce à son système de parti unique, offre une certaine continuité et stabilité diplomatique aux États sud-américains. Aujourd'hui, le Parti communiste chinois (PCC) en est à sa cinquième génération de leadership politique et cette constance rassure et met en confiance les responsables de la zone. D'un point de vue économique et commercial, la Chine tente de s'assurer le monopole de la puissance : Pékin permet des taux d'endettement élevés afin de disposer d'un levier de pression pour imposer ses règles aux banques sud-américaines. Depuis 2013, le président Xi Jinping se substitue progressivement au marché financier américain.

Quant à la Russie, elle a su habilement tirer profit des nouveaux gisements pétroliers et gaziers découverts en Amérique latine fin XX<sup>e</sup>, début XXI<sup>e</sup> siècle. Grâce à son statut de puissance internationale héritée du temps de l'Union soviétique, à ses capacités matérielles et à ses infrastructures développées, le Kremlin a continué à exploiter et à diversifier ses modes d'action. Ainsi, Moscou est devenu le premier fournisseur d'armes du Venezuela. À Caracas, la Chine et la Russie sont les principaux alliés du régime de Nicolas Maduro, sous sanctions internationales. En Amérique latine, Xi Jinping et Vladimir Poutine semblent avoir des velléités communes : imposer leur puissance commerciale, culturelle, économique et militaire.

La présentation de Victor Mijares a permis de conclure que Moscou et Pékin avaient investi l'Amérique du Sud pour y rester. L'appétit chinois pour les matières premières de la région est considérable et le rôle militaire de la Russie sur zone est

conséquent. Selon Victor Mijares, l'Amérique du Sud suscite l'intérêt, d'où la présence d'autres acteurs incontournables, tels que la Turquie, l'Iran et l'Inde. Pour lui, nous sommes confrontés à un paradoxe ; celui de voir la Chine et la Russie prendre le dessus en Amérique latine, en exportant leurs discours autoritaires auprès des figures politiques locales. Il s'agit d'un défi pour les États-Unis et pour les pays occidentaux qui se voient obligés de repenser les dynamiques régionales de ce territoire géostratégique important.

Les discutants ont questionné la possibilité d'une compétition de puissance entre Moscou et Pékin dans la zone. Les chercheurs se sont demandé si l'influence de la « diplomatie de défense » russe pouvait s'aligner sur les ambitions géoéconomiques du régime chinois. D'après Victor Mijares, l'influence sino-russe semble complémentaire. La Russie a des motivations centrées sur des intérêts précis comme la vente d'armes, alors que la Chine a une vision plus globale. Son engagement est moins ciblé et s'opère de manière plus multilatérale. En parallèle de l'expansion russo-chinoise, avec l'émergence accrue des Turcs et des Iraniens dans la région, les États-Unis de Joe Biden vont-ils garder leur position de première puissance sur ce territoire si proche du leur ?

**Philippine RAPHANAUD**  
Assistante de recherche

**1<sup>er</sup> avril : Séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? ».**



Le domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » de l'IRSEM a organisé la première séance du séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? » en ligne, le jeudi 1<sup>er</sup> avril 2021. Depuis la fin

des années 2000, et à plus forte raison depuis la crise ukrainienne, l'OTAN s'efforce de populariser le concept de « menaces hybrides » pour désigner des actions de type militaire et non militaire, à découvert ou clandestines, conduites par des acteurs étatiques et non étatiques et menaçant la cohésion de l'alliance atlantique et la stabilité des démocraties libérales. Également adopté par l'Union européenne, ce nouveau cadre sémantique vise en outre à relégitimer l'agenda sécuritaire des deux organisations, dans un contexte de profonde détérioration de l'architecture de sécurité en Europe au cours des années 2010. L'opportunité d'intégrer cette notion dans leur production doctrinale se pose enfin pour plusieurs États-membres de l'UE, dont la France. Une définition plus fine et restrictive assimile les « menaces hybrides » au spectre d'actions situées « sous le seuil » de la guerre. Cette dimension est d'ailleurs soulignée par la [Commission européenne](#), pour qui cette notion vise à « exprimer le mélange d'activités coercitives et subversives [...] susceptibles d'être utilisées de façon coordonnée par des acteurs étatiques ou non étatiques en vue d'atteindre certains objectifs, sans que le seuil d'une guerre déclarée officiellement ne soit dépassé ».

Pourtant, malgré son institutionnalisation dans les milieux militaro-stratégiques occidentaux, la notion de « menaces hybrides » continue d'être fortement critiquée au sein des études stratégiques, pour son caractère trop englobant, son flou conceptuel ou sa charge normative. Cette situation nous invite à l'interroger sous ses différentes facettes, afin de définir les pratiques auxquelles elle renvoie et comprendre les représentations et les objectifs des acteurs qui la mobilisent. Il est d'autant plus nécessaire de s'atteler à ce travail d'éclaircissement que le contexte actuel est marqué par une inflation de termes destinés à qualifier ces différentes pratiques : « lutte informationnelle », « guerre des récits », « opération informationnelle », *sharp power*, « guerre douce » (*soft war*), *lawfare*, sans parler des expressions et néologismes liés aux « manipulations de l'information » : *fake news*, *infox*, *infodémie*, ère post-vérité ou post-factuelle, etc.

La démarche consiste à étudier les principaux concepts associés aux opérations menées sous le seuil, à examiner leur genèse, à interroger leur circulation puis, enfin, à les faire dialoguer avec des cas d'études originaux. Plus précisément, la notion de « menaces hybrides » – entendue dans sa conception restrictive – est confrontée à deux autres concepts proches, associés à des contextes stratégiques déterminés : celui de « mesures actives » (en russe, *aktivnyye meropriatia*), qui renvoie aux « opérations d'influence » manipulatoires et subversives menées par le

Service A de la première direction générale (PGU) du KGB durant la guerre froide, et celui de « guerre politique », utilisé par les Britanniques, les Américains et les Chinois (*zhengzhi zhan*).

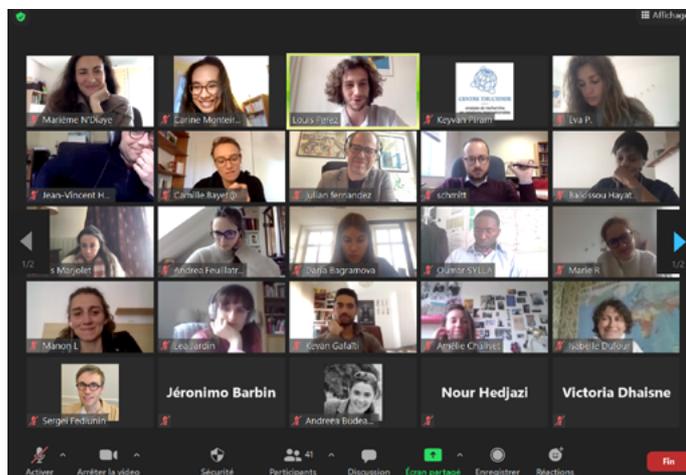
Ce séminaire est préparé par un groupe de travail restreint composé des membres du domaine, [Paul Charon](#), [Maxime Audinet](#), [Carine Monteiro](#) et [Clément Renault](#), ainsi qu'[Amélie Férey](#) et [Colin Gérard](#). Pour cette première séance, [Jean-Vincent Holeindre](#) et [Olivier Schmitt](#) ont été invités à participer à la discussion. La séance a permis de souligner que la notion de « menaces hybrides » avait largement dépassé son contexte de création, et qu'elle en disait davantage sur les postures stratégiques des acteurs qui l'emploient qu'elle ne permettait de circonscrire de manière satisfaisante les pratiques qu'elle entend englober.

**Maxime AUDINET**  
*Chercheur Russie*

**Carine MONTEIRO DA SILVA**  
*Doctorante associée*

**Marcello PUTORTI**  
*Assistant de recherche*

**9 avril 2021 : Séminaire des doctorants : les débouchés académiques après une thèse.**



Vendredi 9 avril, le séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche » recevait Julian Fernandez, professeur de droit à l'université Paris II et directeur du Centre Thucydide, [Jean-Vincent Holeindre](#), professeur de science politique à l'université Paris II et directeur scientifique de l'IRSEM, Marième N'Diaye, sociologue et chargée de recherche au CNRS au laboratoire Les Afriques dans le Monde à Sciences Po Bordeaux, et Olivier Schmitt, professeur de science politique à l'université du Sud-Danemark et directeur des études et de la recherche à l'IHEDN. La séance

était dédiée à la présentation des logiques de recrutement des marchés académiques français et à l'international.

Organisé sur Zoom par Louis Perez et Carine Monteiro Da Silva, doctorants au Centre Thucydide et associés à l'IRSEM, ce séminaire se décline en trois formats avec intervenants : atelier méthodologique, RETEX de thèse et présentation de parcours professionnels. Chaque mois, le séminaire propose également un format entre doctorants : la séance du 30 avril était dédiée à la question de l'enseignement pendant la thèse.

[Pour en savoir plus](#) sur le séminaire ou pour s'inscrire à la liste de diffusion, il suffit d'écrire à [carine.monteiroda-silva@irsem.fr](mailto:carine.monteiroda-silva@irsem.fr) et [perezlouis14@gmail.com](mailto:perezlouis14@gmail.com).

**13 avril : Séminaire Jeunes Chercheurs.**



Mardi 13 avril a eu lieu le séminaire Jeunes Chercheurs, modéré par le directeur scientifique [Jean-Vincent Holeindre](#). Cette séance était portée par la dynamique de collaboration entre l'IRSEM et le Service historique de la Défense (SHD), matérialisant le partenariat étroit entre historiens et stratégestes de l'IRSEM.

Tout d'abord, Walter Bruyère-Ostells, professeur d'Histoire contemporaine à Sciences Po Aix, a présenté le Service historique de la Défense, dont il est le nouveau directeur scientifique depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021. Il a exposé les différentes missions du SHD, en particulier la mise à disposition des archives pour la recherche, le rayonnement de la recherche historique, la production de notes par la Division recherche, études et enseignements, ainsi que les activités pédagogiques pour le public scolaire.

Puis, Pape Sarr a présenté ses travaux sur « La construction de l'armée nationale sénégalaise : une histoire politique et sociale d'une institution républicaine (1958-1998) », dans le cadre de son doctorat à la Sorbonne. Il propose l'analyse d'une décolonisation réussie, sous le spectre de

la construction de l'armée sénégalaise, dont le processus d'institutionnalisation est au cœur de son travail. Il a montré que les élites sénégalaises, dans les premières décennies à la suite de l'indépendance, mettent à profit une certaine marge de manœuvre afin de mener une stratégie nationale propre et de se défaire de l'emprise coloniale, tout en gardant une proximité et une relation privilégiée avec la France dans le cadre de traités bilatéraux de coopération. Les sources mobilisées sont, entre autres, les archives du SHD, les archives nationales sénégalaises, le fonds Foccart du ministère des Affaires africaines et malgaches, ainsi que les archives du Prytanée militaire de Saint Louis et des entretiens avec des officiers sénégalais.

Le phénomène de création d'une culture militaire propre au sein des forces sénégalaises est avancé, révélant la persistance d'éléments issus de l'histoire coloniale mais également des ruptures avec cette dernière par de nouveaux chants et de nouvelles traditions, qui s'inscrivent dans une dynamique nationale de décolonisation.

Le doctorant a tempéré la réputation d'efficacité et de fidélité de l'armée sénégalaise démontrée lors de ses interventions dans l'Ouest africain, par une réalité davantage complexe, en particulier quant à la politisation de ses officiers. Pape Sarr fait une histoire sociale de cette institution sénégalaise, au regard de la dynamique de décolonisation et d'un jeu politique propre, de 1958 à la fin des années 1990.

Camille Evrard, historienne associée au laboratoire FRAMESPA et au CRITERES, a souligné l'intérêt d'une prosopographie du corps des officiers sénégalais, dans la démarche d'histoire sociale qu'est celle de Pape Sarr. L'importance de la déconstruction du discours propre à l'armée sénégalaise est montrée, dans l'intérêt de mettre en exergue la spécificité de cette institution dans son contexte. [Maxime Ricard](#) a souligné la pertinence d'aborder la question de l'influence des opérations de maintien de la paix sur l'armée sénégalaise, ainsi que de traiter de la gendarmerie sénégalaise dans le cadre de ce sujet.

**Andrea BONADONNA**  
*Assistant de recherche*

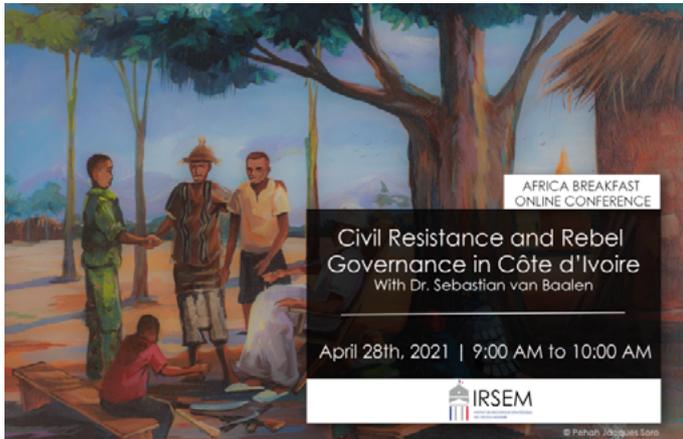
**28 avril : Border Seminar : « The Tajikistan / Kirghizstan border ».**



La quatrième session du cycle de séminaires « Borders in Eurasia », organisée le 28 avril par [Emmanuel Dreyfus](#) (IRSEM) et Mélanie Sadozai (INALCO), était consacrée à la frontière entre le Tadjikistan et le Kirghizstan, autour de deux intervenants, Bruce Pannier, journaliste à Radio Free Europe Radio Liberty et Steve Swerdlow, *associate professor* spécialisé sur les questions de droits de l'homme au département de science politique et de relations internationales de l'University of Southern California, à Los Angeles. Bruce Pannier a d'abord proposé une vision d'ensemble de la problématique, en soulignant les tensions entre Douchanbé et Bishkek engendrées par les problèmes des ressources agricoles et hydrauliques dans la région de la Ferghana. Steve Swerdlow est ensuite revenu sur les nombreuses atteintes aux droits de l'homme par les autorités tadjikistanaises et kirghizes dans la région, liées aux difficultés de délimitation de la frontière. Les deux hommes ont insisté sur une plus grande prise en compte des besoins et des revendications des populations locales. Le séminaire a été suivi par plus de 70 personnes et a suscité de nombreuses questions sur le processus de démarcation de la frontière, sur le rôle des acteurs étrangers, en premier lieu la Russie, ainsi que sur la nécessité de promouvoir une approche décentralisée du problème, impliquant davantage les autorités locales de part et d'autre de la frontière.

**Emmanuel DREYFUS**  
*Chercheur Russie*

**28 avril : Petit-déjeuner Afrique : « Résistance civile et gouvernance rebelle en Côte d'Ivoire », avec le Dr Sebastian van Baalen.**



Le nombre de personnes vivant dans des zones de conflit a augmenté depuis les années 1990, et en 2016, on estimait qu'environ 840 millions de personnes étaient concernées par ces situations. Une part importante de ces populations civiles vit en présence ou sous le contrôle de groupes rebelles.

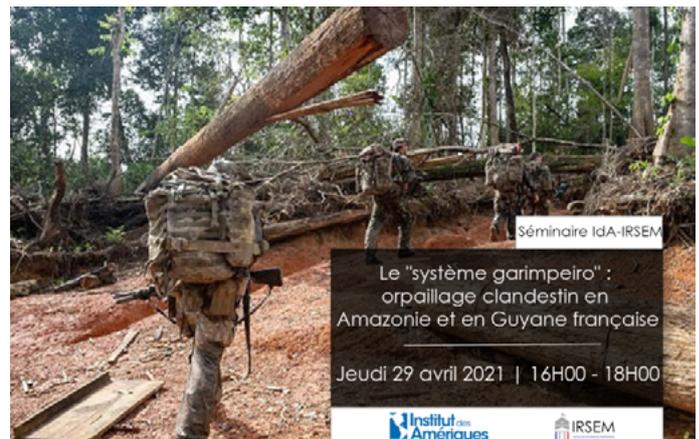
Organisé par [Maxime Ricard](#) et [Anne-Laure Mahé](#), le « petit-déjeuner Afrique » du 28 avril, en ligne et en anglais, portait sur les relations entre résistance civile et gouvernance rebelle. Les recherches du Dr Sebastian van Baalen, professeur adjoint au département de recherche sur la paix et les conflits de l'Université d'Uppsala en Suède, s'intéresse ainsi notamment aux variations locales de la gouvernance rebelle des populations civiles pendant un conflit. L'étude se concentre sur le cas de la gouvernance rebelle des Forces nouvelles en Côte d'Ivoire entre 2002 et 2010. Le chercheur s'appuie sur des recherches approfondies sur le terrain via des entretiens et sur un ensemble original de données sur la résistance civile dans les zones contrôlées par les rebelles ivoiriens pendant cette période, en particulier via une vaste base de données d'articles de journaux.

La principale conclusion de l'étude est que la gouvernance des rebelles était plus attentive aux besoins des populations dans les zones où les élites locales étaient fortes et capables de construire une résistance civile contre les rebelles, comparativement à des zones où les élites locales étaient faibles. Lorsque les réseaux clientélistes sont forts, les élites locales contrôlent les ressources et sont intégrées dans les structures de l'autorité locale d'une manière qui leur permet de mobiliser les citoyens. Cette capacité de mobilisation détermine le pouvoir de négociation des élites locales pour la gouvernance locale. Cette

recherche remet notamment en cause le présupposé souvent admis que les relations clientélistes perdent de leur importance en cas de guerre civile. Cette étude montre au contraire que les liens clientélistes entre les élites locales et les citoyens peuvent perdurer et permettre aux élites de prendre la position de courtier dans la relation rébellion-population. Bien qu'il soit important de reconnaître que les civils sont victimes de nombreux abus pendant une guerre civile, cette étude souligne cependant que ces derniers peuvent également fortement influencer le comportement des rebelles. Les résultats de cette étude ont des implications importantes concernant les pratiques de protection des populations civiles dans les conflits armés.

**Maxime RICARD**  
*Chercheur Afrique de l'Ouest*

**29 avril : Séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques / Le "système garimpeiro" : orpillage clandestin en Amazonie et en Guyane française », Institut des Amériques/IRSEM.**



Dans le cadre d'un cycle de séminaires organisés conjointement par l'Institut des Amériques (IDA) et l'IRSEM, une conférence en ligne s'est déroulée le jeudi 29 avril sur le « système garimpeiro » : l'orpillage clandestin en Amazonie et en Guyane française. François-Michel Le Tourneau, géographe français, directeur de recherche au CNRS et auteur de nombreux ouvrages concernant l'Amazonie brésilienne et guyanaise, ainsi que le colonel Emmanuel Durville, ancien chef d'état-major des forces armées en Guyane, auditeur du CHEM et de l'IHEDN, ont exposé leurs points de vue sur l'orpillage illégal. Au cours d'une présentation conjointe, François-Michel Le Tourneau a, dans un premier temps, abordé les enjeux liés à l'économie illicite du système *garimpeiro*. Dans un second temps, le colonel Durville a précisé les objectifs ainsi que

les contraintes relatives à l'opération Harpie, menée depuis 2008 sur le sol guyanais.

Au cours de son exposé, François-Michel Le Tourneau est revenu sur les principaux aspects de l'organisation des *garimpeiros* afin de montrer que l'orpaillage illégal en Amazonie et en Guyane française n'est pas qu'un réseau de bandes criminelles mais, au contraire, un véritable système de résilience économique, sociale et culturelle. Selon lui, cette société « en marge », dont les racines historiques datent de l'époque coloniale, est assez unique en son genre. Comparable à l'organisation des FARC en Colombie, les *garimpeiros* ne revendiquent cependant aucun territoire, chaque espace est considéré comme une zone de prospection. D'où leur résilience : opérant en plein cœur de l'Amazonie, dans une région où routes et villages ne semblent être qu'une illusion, cette forêt impénétrable cache un incontestable écosystème. Les orpailleurs ne se considèrent pas comme des clandestins. Ils explorent jusqu'à trouver le bon filon qui, une fois exploité, leur permettra de regagner leur région d'origine, souvent au Brésil ou au Suriname, afin de reprendre une vie « normale » (d'ouvrier, de chauffeur, d'agriculteur).

François-Michel Le Tourneau a succinctement expliqué les dynamiques liées à l'orpaillage : la recherche et l'exploitation de l'or (grâce à diverses techniques et méthodes), l'organisation relative à l'extraction, les modes de communication utilisés, les campements, l'acheminement du matériel, l'approvisionnement en équipements, le rôle des commerces ainsi que l'enjeu des barrages ou patrouilles militaires. Ce monde, organisé de manière cyclique, dépend de l'abondance et des possibilités d'exploitation des ressources aurifères. La polyvalence, l'autonomie, l'adaptabilité et la solidarité des *garimpeiros* font de ce système efficace et cohérent un rouage de l'économie régionale.

Le colonel Durville a livré une analyse complémentaire en présentant l'opération Harpie qu'il a supervisée de 2018 à 2020. Deux mille deux cents militaires sont stationnés en Guyane dont environ 550 déployés en permanence pour lutter contre l'orpaillage clandestin. L'opération Harpie est militaire dans la forme mais policière sur le fond. Elle est gérée dans un cadre et un contexte particulier, loin des standards de la métropole. Pour le colonel Durville, cette lutte ne nécessite pas les mêmes moyens techniques que la lutte contre d'autres types d'organisations illégales, la densité de la zone ne permettant pas de couverture informationnelle stable. Le but de l'opération Harpie est de diminuer l'attractivité de l'orpaillage, en détruisant le matériel de production des orpailleurs et en contraignant

les flux logistiques. Les moyens engagés par l'armée française sont multiples : hélicoptères, pirogues, plongeurs, explosifs, la zone est en permanence quadrillée par les forces en présence. La lutte est globale et, selon le colonel Durville, elle comporte plusieurs volets : répression, coopération entre police, gendarmerie et institution militaire ainsi qu'un volet judiciaire et un volet diplomatique lié aux enjeux transfrontaliers. Malgré les nombreux modes d'action mis en œuvre, la situation n'est pas sans obstacles. Il est souvent compliqué de condamner les orpailleurs, faute de preuves. De plus, les peines sont difficiles à imposer dans une majorité de cas.

Le Tourneau et Durville ont insisté sur le fait que l'orpaillage illégal reste sous surveillance mais qu'il n'est pas totalement éradiqué. En effet, toute une partie de la Guyane française dispose d'un statut où l'orpaillage est encore légal. Par rapport au contexte actuel d'instabilité géopolitique dans les pays voisins, l'orpaillage est au cœur des enjeux et dynamiques de sécurité régionale.

**Philippine RAPHANAUD**  
*Assistante de recherche*

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



**Maxime AUDINET**

- Organisation et participation à la première séance du séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? », IRSEM, 1<sup>er</sup> avril 2021.

- Discussion sur l'influence informationnelle de la Russie en Amérique latine dans le cadre du séminaire « Strategic issues in the Americas », séance « Geopolitical new normal: (dis)continuities of the Chinese and Russian presence in Latin America », IRSEM, 1<sup>er</sup> avril 2021.

- Intervention : « Les modes de communication de l'influence informationnelle de la Russie » à la conférence : « Parlez-vous Turfu ? Penser les communications de demain », Comité Culture et Influences et Comité Armée du Futur, Semaine du Turfu, IHEDN, 9 avril 2021.



**Pierre BOURGOIS**

- Publication : « Regard sur la tech-guerre américaine : nouveaux outils, nouveaux pouvoirs ? », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 78-79.

- Co-organisation, avec Océane Zubeldia, de la séance 1 du séminaire mensuel « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », avec une présentation de Gérard de Boisboissel intitulée « Le soldat augmenté et ses enjeux pour les puissances démocratiques à partir du cas français », IRSEM, 1<sup>er</sup> avril 2021.



**Camille BOUTRON**

- Interview et portrait réalisé par Christina Mackenzie, [blog Wombat-Women in Combat](#), consultable en [français](#) et en [anglais](#), avril 2021.



**Camille BRUGIER**

- Publication : « [La diplomatie des "loups guerriers" ou la nouvelle politique de légitimation du Parti communiste chinois](#) », Note de recherche n° 114, IRSEM, 12 avril 2021, 14 p.

- Intervention à la table ronde « Les relations diplomatiques sino-françaises sur la question de la démocratie », dans le cadre de la Journée de la Diplomatie organisée par l'association des politistes de la Sorbonne, 15 avril 2021.



**Damien CARRIÈRE**

- Publication : « Washington/New Delhi : une relation complexe », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 56-57.



**Paul CHARON**

- Participation au séminaire fermé du domaine Renseignement, anticipation et menaces hybrides : « Menaces hybrides : un concept heuristique ? », IRSEM, 1<sup>er</sup> avril 2021.

- Intervention : « Intelligence Studies: an Introduction », présentation dans le cadre du cours de Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *War Studies*, Master International Security, Sciences Po (PSIA), 22 avril 2021.



**Fatiha DAZI-HÉNI**

- Publication : « Le "reset" des relations Washington-Riyad replace les États-Unis au centre du jeu moyen-oriental », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 64-65.

- Publication : « Que peuvent attendre les États du CCG de l'administration Biden », dans Hasni Abidi (dir.), *Le Moyen-Orient selon Joe Biden*, Genève, CERMAM, Erik Bonnier, 15 avril 2021.

- Intervention : « CCG : Une réconciliation en trompe-l'œil ? », webinaire « Club de réflexion sur les enjeux économiques, énergétiques et politiques dans les pays du

Moyen-Orient et d'Afrique du Nord », dirigé par Dorothee Schmid, IFRI, 7 avril 2021.

- Participation au séminaire « The Gulf and the Maghreb in uncertain times: Global Players, Reshaped Regions and Transnational Trends », dirigé par Karim Hauser, Casa Arabe, Fundación Alternativas, 12 avril 2021.

- Participation à la table ronde n° 1 « Les relations entre les États du Golfe arabo-persique et les pays du sous-continent indien » avec Hasan el Hasan en direct de Bahreïn, J.L. Samaan d'Abou Dhabi, dirigé par Stéphane Lacroix (Sciences Po Paris), Observatoire Golfe DGRIS, 20 avril 2021.



**François DELERUE**

- Publication : « Compétition de puissance dans la gouvernance du cyberspace », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 92-93.

- Participation [en ligne] comme modérateur de la table ronde « Perspectives on key issues in EU-Africa cyber cooperation », « Regionalised multilateralism: EU-Africa cooperation in cyberspace », EU Cyber Direct, 13 avril 2021.

- Intervention [en ligne] sur la géopolitique de la cyberdéfense, cycle de rencontres Innovation et société, Conférence des évêques de France, 16 avril 2021.



**Emmanuel DREYFUS**

- Organisation et participation au séminaire [en ligne] « The Tajikistan / Kirghizstan border », INALCO/IRSEM, 28 avril 2021.

- Publication : « Quelles perspectives pour les relations entre Washington et Moscou ? », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 35-37.



**Amélie FÉREY**

- Publication : « Les enjeux de l'élection américaine pour la cause palestinienne », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 61.

- Intervention : « Le sionisme à l'écran. Our Boys, Fauda », séminaire « Israël dans son temps contemporain », organisé par Sylvaine Bulle et Yann Scioldo-Zürcher, EHESS, 12 avril 2021.

- Intervention : « La juridictionnalisation du conflit israélo-palestinien », Les jeunes de l'IHEDN, 22 avril 2021.

- Intervention : « [Les séries israéliennes, nouvelle arène démocratique, entre critique et intégration](#) », séminaire Demoseries « Éthique et politique des séries télévisées », Projet ECRC, 27 avril 2021.

- Participation à l'émission « Culture Monde », « [Israël et l'Iran : un ennemi sur mesure](#) », France Culture, 27 avril 2021.



**Pierre HAROCHE**

- Publication : « L'avenir du partenariat transatlantique : le point de vue de Bruxelles », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 40-41.



**Anne-Laure MAHÉ**

- Participation (en ligne) à la table ronde « Du doctorat au marché du travail » organisée par le département de science politique de l'Université de Montréal, 6 avril 2021.

- Animation de l'émission « [Cosmo-Politique](#) », entretien avec Lora Verheecke sur la politique commerciale européenne, Fréquence Protestante, 8 avril 2021.

- Présentation [en ligne] de l'article « Intermédiaires du système : Les "acteurs politiques non identifiés de l'autoritarisme au Rwanda et au Soudan" », co-écrit avec Marie-Ève Desrosiers, 9<sup>e</sup> Congrès international des associations francophones de science politique, 9 avril 2021.

- Intervention dans l'émission « Un jour dans le monde », « [Révolution au Soudan : 2 ans après la chute d'Omar el-Béchir](#) », France Inter, 12 avril 2021.

- Présentation [en ligne] : « Quelques outils pour se motiver, s'organiser et dédramatiser l'écriture de sa thèse/son article » dans le cadre de l'atelier des doctorants de l'Institut des mondes africains, 21 avril 2021.



**Anne MUXEL**

- Chapitre d'ouvrage : « La politique a-t-elle sa place dans le couple ? », dans Piero Ignazi et Dominique Reynié (dir.), *La vie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021.
- Interview : « Marine Le Pen ne fait plus figure de repoussoir », *Le Monde*, 4-5-6 avril 2021.
- Interview : « La pandémie est l'occasion pour les jeunes d'une quête de sens », par Laetitia Kaci, *Courrier de l'Unesco*, « Grand angle : 20 ans, le plus bel âge vraiment ? », avril-juin 2021.



**Marianne PÉRON-DOISE**

- Publication : « Les États-Unis et l'Indopacifique, une vision qui reste à faire partager », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 48-50.



**Maud QUESSARD**

- Publication : direction et éditorial du numéro spécial IRSEM-*Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Les nouveaux enjeux stratégiques américains », n° 61, avril-mai 2021.
- Publication : « Les GAFAM, atouts ou vulnérabilités dans les nouvelles guerres de l'information ? », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 94-95.
- Présidence du séminaire « Strategic issues in the Americas. Geopolitical new normal: (dis)continuities of the Chinese and Russian presence in Latin America », avec Víctor M. Mijares, discutants Emmanuel Dreyfus, Antoine Bondaz et Maxime Audinet, IRSEM/IDA, 1<sup>er</sup> avril 2021.
- Responsable du séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques. Le "système garimpeiro" : orpaillage clandestin en Amazonie et en Guyane française », avec Camille Boutron, Kevin Parthenay et Jean-Baptiste Velut, IRSEM/IDA, 29 avril 2021.
- Conférence : « Où vont les États-Unis de Joe Biden ? », FMES, via Teams, 15 avril 2021.



**Nicolas REGAUD**

- Publication : « [L'ambition japonaise d'une stratégie de sécurité économique : une voie à suivre](#) », Brève stratégique n° 20 / « [Japan's ambition for an economic security strategy: a way forward](#) », Strategic Brief No. 20, IRSEM, 15 avril 2021, 2 p.
- Publication : « Le réengagement économique et climatique des États-Unis en Indopacifique : un enjeu stratégique », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 52-53.



**Maxime RICARD**

- Participation au séminaire en ligne Jeunes Chercheurs de l'IRSEM sur la construction de l'armée nationale sénégalaise, 13 avril 2021.
- Participation au séminaire en ligne du groupe de recherche Travail de l'ordre, police et organisations répressives (TOPOR), sur le thème des mobilisations des commerçants à Karachi contre l'extorsion, CERI Sciences Po, 23 avril 2021.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Publication : « Vietnam et États-Unis, des alliés de circonstance ? », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 54-55.
- Publication : « [Vietnam, un tournant sécuritaire pour la nouvelle équipe dirigeante](#) », Institut Montaigne, 7 avril 2021 / (publié en anglais le 14 avril sous le titre : « [Vietnam's New Leadership : The Rise of the Security Apparatus](#) »).

- Visioconférence : « Le ministère de la Sécurité publique et la société vietnamienne », dans le cadre du séminaire Metis – Le renseignement et les sociétés démocratiques (saison 26 – L'Asie), Sciences Po, 12 avril 2021.

- Cité par Arnaud Vaulerin, « Le "meurtrier en chef" convié à l'ASEAN », *Libération*, 22 avril 2021.



**Océane ZUBELDIA**

- Co-organisation avec Pierre Bourgois de la séance 1 du séminaire mensuel « Nouvelles technologies, sécurité et puissances démocratiques » avec l'intervention de Gérard de Boisboissel, « Le soldat augmenté et ses enjeux pour les puissances démocratiques à partir du cas français », IRSEM, 1<sup>er</sup> avril 2021.

- Conférence : « Le rôle des drones dans le renseignement militaire », Trinôme académique de Grenoble, 6 avril 2021.

- Publication : « Regard sur la tech-guerre américaine : nouveaux outils, nouveaux pouvoirs ? », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 74-77.

**ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS**



**Raphaëlle KHAN**

- Publication : « L'Inde, une grande puissance militaire ? », *Questions internationales*, « L'Inde, une puissance singulière », n° 106, La Documentation française, avril 2021.

- Intervention radio : « Sri Lanka, théâtre de la rivalité Inde/Chine », émission « Enjeux Internationaux », France Culture, 1<sup>er</sup> avril 2021.

- Intervention radio : « L'Inde, contrepoids essentiel à la Chine », émission « Fréquence Asie », RFI, 4 avril 2021.

- Intervention radio : « Indo-Pacifique : Une nouvelle zone d'influence pour contrer la Chine ? », émission « Focus », RFI, 13 avril 2021.



**Christophe LAFAYE**

- Article : « 19<sup>e</sup> régiment de génie. Actualité d'un régiment d'appui divisionnaire », *Défense Expert*, n° 5, avril-mai-juin 2021, p. 28-35.

- Intervention : « [Le chercheur et l'enquête de terrain en milieu militaire : enjeux éthiques et déontologiques de la relation d'enquête](#) », colloque « Les chercheurs face au terrain : être mis à l'épreuve, éprouver et faire ses preuves » [en ligne], Université de Rouen, 7 avril 2021.



**Carine MONTEIRO DA SILVA**

- Organisation, avec Maxime Audinet, et participation au webinaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? », IRSEM, 1<sup>er</sup> avril 2021.

- Organisation, avec Louis Perez, de la séance « Les débouchés académiques après une thèse » du séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales » sur Zoom ; intervenants : Julian Fernandez, Jean-Vincent Holeindre, Marième N'Diaye, Olivier Schmitt, IRSEM, 9 avril 2021.

- Organisation, avec Louis Perez, d'une séance « Entre doctorants » du séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales » sur Zoom, IRSEM, 30 avril 2021.



**Benjamin OUDET**

- Prix de l'International Studies Association (ISA), Lynne Rienner Publisher Best Student Paper Award de l'Intelligence Studies Section pour l'article « Bridging the Gap Between Intelligence and the Administration: The Normalization of French Intelligence Through the Case of Counterproliferation », présenté lors du Congrès de l'International Studies Association à Toronto en 2019, 2 avril 2021.

- Article : « Un regard sur le bureau des légendes », *Saison*, la revue des séries, Classique Garnier, n° 1, 7 avril 2021.

- Article : « Un regard sur le bureau des légendes », *Saison*, la revue des séries, Classique Garnier, n° 1, 7 avril 2021.

- Publication : avec Olivier Chopin, « Le renseignement américain de Donald Trump à Joe Biden », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 80-82.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

### CHINE

**Kristen A. CORDELL, « [Chinese Development Assistance: A New Approach or More of the Same?](#) », *Canergie-Tsinghua*, 23 mars 2021.**

S'il est encore difficile d'évaluer les sommes versées par la Chine en termes d'aide publique au développement (APD), elle devient inexorablement un acteur de premier plan et un concurrent du modèle occidental. À l'occasion de la publication du dernier Livre blanc chinois sur l'aide au développement en janvier 2021, la chercheuse en relations internationales Kristen A. Cordell signe un article important sur le sujet.

Ce travail replace ce Livre blanc dans l'évolution de l'APD chinoise au cours des dernières années marquée par la publication de deux Livres blancs publiés respectivement en 2011 et 2014, et la création en 2018 de la CIDCA (China International Development Cooperation Agency). Pour l'auteur, le Livre blanc de 2021 constitue une nouvelle étape dans la réforme de l'aide chinoise avec l'introduction de nouveaux concepts et l'accent porté sur multilatéralisme. Néanmoins, il laisse en suspens plusieurs questions majeures, notamment le rôle des BRI dans cette politique.

Sur le plan conceptuel, l'aide publique au développement chinoise était jusqu'ici gouvernée par huit principes énoncés par Zhou Enlai en 1968, parmi lesquels on retrouve les notions de « bénéfice mutuel » et la « non-conditionnalité de l'assistance ». Si le Livre blanc de 2021 reprend ces principes, il en énonce également de nouveaux : « l'apprentissage mutuel », la « soutenabilité », la notion d'« effet durable » et « de nouveaux terrains de coopération ». Au-delà de la portée rhétorique, ces nouveaux concepts réorientent l'approche chinoise et tentent de faire taire les accusations étrangères au sujet des effets négatifs de l'aide chinoise, aussi bien sur le plan environnemental et social qu'au sujet de l'autonomie nationale des bénéficiaires (piège de la dette). Ainsi, Kristen Cordell montre que l'APD chinoise semble prendre un tournant normatif, Pékin souhaitant clairement avoir un rôle dans la définition des pratiques et des normes de développement à l'avenir. Pour Cordell, cette évolution est risquée pour l'ordre libéral puisque que les valeurs promues par l'Occident risquent d'être mises de côté par la Chine.

Contrairement à la pratique habituelle de la Chine qui privilégiait l'aide bilatérale, le Livre blanc de 2021 mentionne à de nombreuses reprises le multilatéralisme et relie pour la première fois les objectifs de l'APD chinoise à l'agenda 2030 de l'ONU (ODD), ce qui s'inscrit, selon l'auteure, dans un processus par lequel Pékin tente de s'affirmer dans le système international existant et de le façonner. À ce sujet, l'auteure n'hésite pas à rappeler que des ressortissants chinois occupent des postes de direction dans quatre des dix-sept agences onusiennes. Sans aucune coïncidence, le Livre blanc mentionne également la volonté chinoise d'« améliorer la gouvernance globale dans le domaine du développement, dont l'ONU est au cœur ». L'intérêt de la Chine à leur égard ne doit pas être négligé car ce sont ces organismes qui structurent aujourd'hui l'aide au développement confiée par de nombreux pays développés.

Enfin, Kristen Cordell démontre que si ce nouveau Livre blanc évoque par exemple des partenariats précis avec les agences onusiennes dans le domaine des infrastructures de transport ou d'énergie, il laisse plusieurs questions en suspens. Tout d'abord, le Livre blanc promet de mettre en place des indicateurs statistiques afin d'évaluer l'aide chinoise, une annonce qui permet à fois à la Chine de ne pas appliquer les indicateurs existants tout en répondant aux critiques d'opacité, ce qui amène les chercheurs à s'interroger sur les raisons pour lesquelles la Chine ne souhaite pas se soumettre au système d'évaluation existant (OCDE). Enfin le texte suggère une aide « au-delà et en dehors des BRI », alors même que les BRI sont un des composants centraux de l'aide chinoise. Ainsi, Kristen Cordell s'interroge : la Chine compte-t-elle s'éloigner de la marque des BRI pour échapper aux critiques ou créer un BRI+ avec l'introduction d'un nouveau projet complémentaire ?

En définitive, pour l'auteure, la publication du Livre blanc chinois sur l'aide au développement est dans une large mesure orientée afin de répondre aux accusations occidentales et est largement tournée vers le rôle croissant de la Chine dans ce domaine à l'avenir. Néanmoins, la dernière inconnue est la question de l'application réelle de ce document public par ceux qui mettent en œuvre l'APD chinoise en Afrique et en Asie.

**Agathe ROY**  
*Assistante de recherche*

## ÉTATS-UNIS

### LES 100 JOURS DE JOE BIDEN À LA MAISON BLANCHE CHOIX STRATÉGIQUES

#### CHINE/MOYEN-ORIENT/USA

**Ashley RHOADES et Dalia DASSA KAYE, « [China Does Not Have To Be America's Enemy In The Middle East](#) », *War on the Rocks*, 19 avril 2021.**

Selon les analystes de la Rand Corporation Ashley Rhoades et Dalia Dassa Kaye, la Chine et l'Iran ont récemment signé un partenariat de coopération stratégique qui va permettre à Pékin d'investir de manière massive en Iran, en échange d'un approvisionnement régulier en pétrole pour une période de 25 ans. Pour *War on the Rocks*, magazine en ligne dédié aux questions stratégiques américaines, la présence chinoise ne représente pas actuellement une menace pour les intérêts américains au Moyen-Orient. Celle-ci pourrait même être au contraire source d'opportunités. La relation sino-iranienne présente des limites qui pourraient être exploitées par la nouvelle administration américaine. En effet, l'Iran ne représente pas une priorité pour les Chinois, l'État persan n'étant qu'un maillon de la stratégie chinoise. De plus, l'approfondissement des relations israélo-chinoises ne facilite pas la coopération sino-iranienne. Selon les deux analystes, Téhéran n'est pas un partenaire économique de premier rang dans la région. Au contraire Pékin vend davantage d'armes aux alliés américains du Golfe, comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. La société iranienne n'est pas toujours favorable à l'importation de produits chinois ni à une coopération irano-chinoise renforcée. Afin de permettre un approvisionnement continu et régulier en pétrole, Xi Jinping et Joe Biden ont tous deux besoin d'un Moyen-Orient stable. Pour les deux analystes, les États-Unis et la Chine pourraient coopérer dans la région, de manière à imposer leurs objectifs de non-prolifération nucléaire et l'endigement du terrorisme. Afin de préserver leurs intérêts stratégiques, les gouvernements chinois et américains n'ont pas intérêt à voir se prolonger les guerres civiles et conflits dans le Golfe. Contre toute attente, un partenariat sino-américain pourrait même s'avérer bien utile.

#### RUSSIE-CHINE/OTAN

**Frederick KEMPE, « [Why growing Chinese-Russian common cause poses Biden's nightmare](#) », *Atlantic Council*, 18 avril 2021.**

Selon le *think tank* otanien Atlantic Council, depuis son investiture, le président Joe Biden voit malgré lui la coopération stratégique sino-russe s'accroître. Celle-ci vise à saper l'influence américaine et à contrarier les efforts de restauration des alliances, notamment japonaises et sud-coréennes. Pour Frederick Kempe, directeur de l'Atlantic Council, cette nouvelle logique de bloc sino-russe s'impose comme le défi de politique étrangère le plus pressant de la présidence Biden à ce jour. Les menaces d'escalade militaire de la part de la Russie en Ukraine et de la Chine à Taïwan sont une préoccupation des alliés des États-Unis en Europe comme en Asie. Selon Frederick Kempe, les responsables politiques américains ne sont pas sans ignorer que le rapprochement sino-russe s'effectue sur plusieurs points : avec le partage de renseignements et des actions militaires coordonnées dans la zone eurasiatique. Or face à ce défi, l'administration Biden et ses alliés ne semblent pas avoir de stratégie encore bien établie. En Amérique latine, Afrique, dans le Caucase ou encore au Moyen-Orient, où ces deux puissances mondiales jouent un rôle économique, militaire ou politique croissant, les stratégies de contre-offensive sont minimales. Les influences russe et chinoise paraissent se compléter sur ces théâtres. Pour Kempe, ce rapprochement sino-russe est une véritable pierre d'achoppement pour le renouvellement du leadership américain mené par l'administration Biden. Ces compétitions de puissance reposent la question de la transition de la puissance américaine.

#### AFGHANISTAN

**Stephen M. WALT, « [Biden's War at Home Over Afghanistan Is Just Beginning](#) », *Belfer Center*, 16 avril 2021.**

Selon Stephen M. Walt, célèbre politologue américain, professeur en relations internationales à l'Université d'Harvard, Joe Biden est entré dans une nouvelle forme de guerre depuis son annonce du retrait définitif des troupes américaines d'Afghanistan. Selon cet article repris par le Belfer Center, centre de recherche de l'université d'Harvard, la décision du président de quitter l'Afghanistan est à la fois courageuse et pertinente. La Maison Blanche essuie cependant une salve de critiques de la part de responsables politiques au Congrès convaincus, pour certains républicains, que la guerre aurait pu être gagnée. Selon Stephen

M. Walt, les responsables du Pentagone mettent en garde, depuis 2011, contre l'enlèvement des troupes américaines dans une guerre sans fin. Ce retrait est à risques pour la stabilisation du régime afghan et de la région ; le gouvernement pourrait s'effondrer, les talibans reprendre le contrôle de Kaboul et plusieurs groupes djihadistes d'obédiences diverses, tels que al-Qaïda et l'État islamique, devenir plus actifs. Cependant, ces risques ne semblent pas être d'intérêt national pour la sécurité américaine au regard des priorités politiques intérieures. Selon Stephen M. Walt, le danger que l'Afghanistan redevienne un « refuge » pour les terroristes du monde entier serait exagéré. Par ailleurs, les responsables américains, conscients des risques, ont renforcé les infrastructures critiques sur le territoire national. Pour ce spécialiste de la politique étrangère américaine, le départ des troupes est un point positif : il va permettre un rééquilibrage de l'attention de Washington sur l'Asie du Nord et Sud-Est ainsi que sur les activités actuelles de Moscou en Ukraine et en Amérique latine.

#### AFGHANISTAN-USA/PAKISTAN

**M. Ashraf Haidari**, « [Afghanistan Will Know No Peace Without Pressure on Pakistan](#) », *Defense One*, 19 avril 2021.

**Vinay Kaura**, « [Failing to learn from past mistakes, Pakistan caves to the TLP](#) », *The Washington Institute*, 22 avril 2021.

Selon Ashraf Haidari, ambassadeur afghan au Sri Lanka, l'indifférence des puissances mondiales face aux aides données aux talibans par le Pakistan gâche les efforts de paix. Selon les services de renseignement américains, les talibans disposent d'une base arrière au Pakistan, où ils reçoivent armes, conseils de nature stratégique, entraînements opérationnels et endoctrinements idéologiques. Il est donc temps pour les Américains de se confronter à Islamabad afin de mettre en place une nouvelle stratégie qui servirait les intérêts du gouvernement intérimaire afghan. Comme relayé par *Defense One*, magazine en ligne dédié aux problématiques de défense américaines, l'Afghanistan ne connaîtra pas la paix si les États-Unis ne font pas pression sur le régime pakistanais pour lutter contre les talibans. De la même manière, le professeur indien Vinay Kaura, dans un article publié par le Washington Institute (*think tank* américain pro-Israélien), écrit que les tensions au Pakistan, entre le régime et les groupes radicaux islamistes, sont de plus en plus marquées. Les récentes échauffourées entre le TLP (Tehreek-e-Labbaik Pakistan), parti politique islamiste ultra-conservateur, et le gouvernement confirment la menace que représente le radica-

lisme islamiste pour la stabilité interne du pays. Le retour possible des talibans au pouvoir en Afghanistan, couplé à l'instabilité et l'impuissance du régime pakistanais, ne présage rien de bon quant à la capacité américaine d'endiguer l'islam radical dans la région.

#### RELATION TRANSATLANTIQUE/EUROPE

**A. Wess Mitchell**, « [Biden Team's Embrace of Europe Falls Short on Content](#) » *Foreign Policy*, 31 mars 2021.

Selon A. Wess Mitchell, expert en politique étrangère américaine et ancien secrétaire d'État adjoint pour l'Europe et l'Eurasie sous l'administration Trump, l'équipe Biden n'impose pas assez ses priorités stratégiques aux alliés européens. Toutes les alliances devraient être, selon l'article de *Foreign Policy*, un moyen de préserver ou de faire avancer les intérêts nationaux américains. Les États-Unis ont besoin de voir des résultats concrets chez leurs alliés transatlantiques, notamment le renforcement de la position européenne contre la Chine. La venue du secrétaire d'État Antony Blinken en Europe en mars dernier a été perçue comme le signe d'une volonté de restauration des relations euro-atlantiques. En effet, plusieurs signes portés par l'administration Biden ont manifesté des gages d'une alliance restaurée : le retour dans l'accord de Paris, la renégociation avec les Iraniens et, entre autres, l'abaissement des tarifs douaniers sur les produits européens. La Maison Blanche souhaite que les Européens défendent eux-mêmes leurs intérêts, que ce soit dans le cadre de l'Union européenne ou de l'OTAN, en repoussant les potentielles menaces technologiques et militaires. Selon Wess Mitchell, sur le plan diplomatique, les États-Unis attendent des pays européens qu'ils repoussent toute influence russo-chinoise en Europe du Sud et Centrale, afin que les intérêts américains soient, dans cette zone alliée, préservés.

#### CHINE

**Ian Bremmer**, « [Why Action Against Climate Change Is Unlikely to Improve U.S.-China Relations](#) », *Time*, 24 avril 2021.

Selon Ian Bremmer, politologue américain, pour les États-Unis comme pour la Chine, les bouleversements liés au changement climatique représentent des opportunités pour renouveler le leadership international. En effet, selon le politologue, le climat est un sujet propice à la compétition entre grandes nations. Dans le cadre de la relation entre Pékin et Washington par exemple, la question du climat est un sujet inévitable. Le réchauffement

climatique est un moyen comme un autre de démontrer sa supériorité dans des domaines clés, comme celui de l'exportation d'énergies renouvelables. Toute réussite des États-Unis, en particulier dans le secteur de la lutte environnementale, se fera au détriment de l'influence chinoise à l'étranger. Pour Ian Bremmer, l'urgence climatique est un outil politique que peut mettre à profit Washington pour contrer l'émergence de Pékin. D'ailleurs, le sommet sur le climat du mois d'avril, organisé par l'administration Biden, a permis de faire avancer la coopération interétatique. Selon *Time*, contre toute attente, Chine et États-Unis semblent, au travers de discussions tenues lors de ce sommet, avoir trouvé un début de convergence à leurs intérêts stratégiques respectifs.

**Philippine RAPHANAUD**  
*Assistante de recherche*

## FEMMES ET CONFLITS ARMÉS

**Evelyn PAULS**, « [Female Figthers Shooting Back: Representation and Filmmaking in Post-conflict Societies](#) », *International Feminist Journal of Politics*, 22:5, 2020, p. 697-719.

Malgré la fascination des médias internationaux pour les femmes combattantes, on sait encore peu de choses sur la façon dont elles se perçoivent elles-mêmes et de la façon dont leur vie a été façonnée par leur expérience de la guerre. La participation des femmes aux conflits armés est souvent marginalisée et dépolitisée, ce qui met l'accent sur leur rôle de victimes ou de pacificatrices. Cet article contribue à un corpus de littérature qui met en avant la diversité de l'expérience combattante féminine, les anciennes combattantes représentant un groupe ayant remis en question les normes traditionnelles en matière de genre pendant les conflits. Leurs récits défient les représentations simplistes et limitées des femmes combattantes et révèlent plutôt un compte rendu complexe de la façon dont les communautés d'ex-combattantes situent leurs expériences de guerre dans leur vie quotidienne d'aujourd'hui. L'article relate la réalisation participative d'un film documentaire prise comme méthode féministe pour rendre visibles les expériences des combattantes dans les conflits sans en extraire des connaissances ou parler en leur nom. Le fait de travailler avec deux femmes ex-combattantes de mouvements armés non étatiques à Aceh (Indonésie) et au Burundi en tant que co-chercheuses qui ont recueilli et conservé les histoires de leurs anciens camarades devant la caméra, a

permis de faire émerger une image plus diversifiée et plus personnelle. Cet article souligne les défis, les complexités et les possibilités de la réalisation de films participatifs comme une approche qui peut enrichir la boîte à outils méthodologique des chercheurs qui étudient les femmes dans les conflits.

**Nicolle JENNE & Fiorella Ulloa BISSHOPP**, « [Female Peacekeepers: UNSC Resolution 1325 and the Persistence of Gender Stereotypes in the Chilean Armed Forces](#) », *International Peacekeeping*, 28:1, 2021, p. 134-159.

La résolution 1325 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies sur les Femmes, la paix et la sécurité en octobre 2000 a reconnu l'urgence d'intégrer une perspective de genre dans les opérations de maintien de la paix afin de parvenir à l'égalité des sexes. Les États membres des Nations unies ont été invités à mettre en œuvre la résolution par le biais de plans d'action nationaux. Près de deux décennies après son adoption, les recherches indiquent que les progrès vers les objectifs fixés par la résolution 1325 sont lents. Cet article s'appuie sur le cas de l'armée chilienne pour évaluer si et dans quelle mesure une perspective de genre a été intégrée dans la pratique du maintien de la paix. Les auteurs soutiennent que les stéréotypes de genre ont persisté malgré le statut du Chili en tant que pionnier régional dans la promotion de l'égalité des sexes dans sa politique de défense. Paradoxalement, les nouvelles opportunités offertes par le maintien de la paix aux femmes dans l'armée ont été légitimées par un discours conforme aux stéréotypes de genre traditionnels, selon lequel les femmes représentent le « visage pacifique et amical » du maintien de la paix.

**James J. DO & Steven S. SAMUELS**, « [I Am a Warrior: An Analysis of the Military Masculine-Warrior Narrative Among US Air Force](#) », *Armed Forces & Society*, 47:1, 2020, p. 25-47.

Cette étude qualitative examine la façon dont les élèves officiers de l'Académie de l'armée de l'air américaine donnent un sens à leurs expériences, adoptent des attitudes et croyances, construisent des identités, et comment une minorité bruyante d'hommes crée et perpétue une norme de genre biaisée. Malgré une volonté institutionnelle d'égalitarisme, les élèves officiers reproduisent une culture hautement masculinisée. Les analyses des groupes de discussion et des entretiens montrent comment les élèves officiers perpétuent le récit militaire masculin-guerrier dans la construction des sens et des différences de genre. Les auteurs affirment que ces récits

deviennent un moyen acceptable d'exprimer les préjugés sexistes, en passant outre la raison réelle de l'existence des tests de condition physique. Ils concluent en abordant la contradiction entre les politiques promouvant l'inclusion des femmes dans l'armée et le sexisme décrit ci-dessus. La reconnaissance de l'expérience vécue par le personnel militaire permettrait de mieux percevoir l'égalité des sexes et suggère des orientations potentielles pour les politiques, les pratiques et les recherches futures.

**Camille BOUTRON**

*Chercheuse Sociologie du genre et des conflits*

## MANIPULATIONS ÉLECTORALES

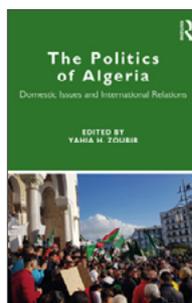
Ora John REUTER et David SZAKONYI, « [Electoral Manipulation and Regime Support: Survey Evidence from Russia](#) », *World Politics*, 73:2, mars 2021, p. 275-314.

Dans un article publié au mois de mars 2021 dans la revue *World Politics*, Ora John Reuter et David Szakonyi tentent d'évaluer les effets de la fraude électorale sur la stabilité du régime en place. Ils ont conduit pour cela une étude expérimentale à la suite des élections qui se sont tenues en 2016, en Russie. Il apparaît que la manière dont les électeurs apprécient l'honnêteté des candidats est centrale ; plus précisément, les premiers retirent leur soutien aux seconds lorsqu'ils sont considérés comme ayant participé à une fraude électorale. L'un des intérêts des conclusions de l'enquête est que cette tendance s'observe de manière particulièrement prononcée chez ceux qui soutiennent fortement le régime. En effet, la déception de ces derniers est d'autant plus grande qu'ils ont, plus que d'autres, tendance à croire dans le caractère équitable et libre du processus de sélection des dirigeants politiques. La révélation d'irrégularités provoque ainsi un effet important chez eux, qui implique la baisse de soutien envers le régime. Ce n'est donc pas simplement parce qu'elle sera à l'origine de protestations que la fraude est préjudiciable aux dirigeants de pays autoritaires, mais aussi parce qu'elle affecte le soutien envers le régime tout entier. Il s'ensuit que, contrairement à ce que l'on pourrait attendre, l'intérêt des dirigeants politiques de pays non démocratiques est de ne pas recourir massivement à la fraude électorale ; ou bien, s'ils y recourent, d'être en mesure de le dissimuler.

**Élie BARANETS**

*Chercheur Sécurité internationale*

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



**Yahia H. ZOUBIR (ed.), *The Politics of Algeria: Domestic Issues and International Relations*, Routledge, 2019, 314 p.**

Dans cet ouvrage collectif, Yahia H. Zoubir réunit les forces de plusieurs chercheurs algériens, de nationalité ou d'origine, dont les expertises propres viennent nourrir une analyse diversifiée de la situation intérieure et extérieure de l'Algérie pré-Hirak. Depuis le 22 février 2019 en effet, Y. Zoubir rappelle en son chapitre introductif l'immixtion imprévue de ce raz-de-marée populaire sur la scène nationale. Son ampleur a rebattu les cartes au point d'imposer la démission du président Bouteflika, voire, selon l'auteur, d'amorcer une possible transition vers une Deuxième République. La première partie est dévolue aux questions portant sur les différentes facettes sociales, économiques, politiques et culturelles de la « transition perpétuelle » à l'œuvre notamment durant l'ère Bouteflika (1999-2019) qui toutes ont participé de la présente crise. La seconde se concentre sur la façon dont l'Algérie s'insère dans son voisinage proche (France, Sahara occidental, Sahel, Méditerranée) et lointain (Golfe), ainsi que sa relation nouvelle avec la Chine.

Sur le plan domestique, les trois premiers chapitres analysent les problèmes liés au système rentier, tandis que les deux chapitres suivants dressent le tableau de l'intelligentsia algérienne d'une part, de l'État « boutéflikien » de l'autre. Les six derniers chapitres traitent par la suite de sujets sociaux et sociétaux. Concernant la base rentière du contrat social en Algérie, N. Safir rappelle qu'elle est double : énergétique de par les richesses en hydrocarbures du pays, ainsi que politique du fait de la captation par le pouvoir de l'héritage indépendantiste. Ces deux sources de stabilité relative s'épuisant par définition avec le temps, elles constituent le défi le plus urgent et le plus délicat à résoudre pour la société algérienne. Dans cette perspective, M. Akacem dénonce dans son article tout fatalisme lié à un syndrome hollandais qui empêcherait les pays riches en ressources de se développer, en soulignant *a contrario* les exemples norvégien et singapourien. Sa contribution retient l'attention du fait d'une proposition radicale mais concrète, à savoir la redistribution directe vers la population des dividendes de l'exploitation énergétique sur le modèle alaskien. S. Abado et S. Khennas

font quant à eux le diagnostic d'un dilemme en cours qui enferme l'Algérie entre les plus grands besoins en énergie de sa démographie croissante et ses exportations lucratives qui permettent de faire fonctionner l'économie, alors que les réserves à partager se tarissent. Prudemment, ils suggèrent d'en sortir en trois temps : d'abord, sur le court terme, par la baisse des subsides à la consommation, puis, sur le moyen terme, par l'augmentation de la part des renouvelables dans le mix énergétique, enfin, sur le long terme, par l'exploration des possibilités offertes par le gaz de schiste. Si A. Kadri développe la responsabilité des élites intellectuelles algériennes dans la sclérose et l'immobilisme du système, R. Tlemçani livre une très intéressante rétrospective de l'histoire politique algérienne depuis la Décennie noire jusqu'aux années Bouteflika, qui éclaire quelques-uns des arcanes d'un appareil étatique opaque. Par la suite, les études conclusives permettent en quelque sorte de jauger de l'actualité des trois courants traditionnels de pensée : islamisme, libéralisme, et nationalisme. Concernant l'islamisme dans sa forme quiétiste, M. Farid Azzi apporte une nuance importante par son analyse algéro-centrée des données du Baromètre arabe. En effet, à propos de la réislamisation supposée des comportements et des opinions de la jeunesse, il montre notamment que si la piété religieuse est en hausse, l'on assiste pourtant à une polarisation des opinions conservatrices et libérales entre deux groupes numériquement presque égaux. Quant au djihadisme, D. Ghanem revient sur la tragique expérience algérienne en la matière et la façon dont Alger, en maniant adroitement le bâton de la répression et la carotte de l'amnistie, est parvenu à rendre la menace d'un renversement qaïdiste tout à fait illusoire. Cela, sans compter l'auto-sabotage des djihadistes dont les talents managériaux furent inversement proportionnels à leur férocité pénale. Le terrain légal est par ailleurs un champ de bataille pour l'opinion libérale : F. Oussedik décrit le combat du féminisme algérien pour imposer l'égalité homme-femme dans la loi et modifier en profondeur le Code de la famille de 1984, tandis que C. Dris revient sur la relation complexe entre médias, pouvoir et droits fondamentaux, malgré le pluralisme introduit par les lois sur l'information de 1990 et 2012. Enfin, la question identitaire est soulevée sous l'angle linguistique ; d'une part le berbériste M. Tilmatine déconstruit le mythe d'une Algérie exclusivement arabo-musulmane pour rendre particulièrement justice aux composantes amazighs de Kabylie et ibadites du Mزاب, d'autre part H. Messekher et M. Miliani soupèsent le bien-fondé d'une politique éducative tentant de remplacer le français comme première langue étrangère par l'anglais.

Sur le plan géopolitique, sans être un carrefour stratégique l'Algérie n'en demeure pas moins un trait d'union entre la Méditerranée et le Sahel. Concernant la première, A. Mahiou revient sur la position et la politique méditerranéenne du pays, dont sa participation et/ou son inclusion au sein de l'Union européenne, de l'OTAN et de la Ligue arabe. Quant à la bande sahélo-saharienne, malgré sa doctrine non interventionniste et sa réputation de « mollesse », A. Abderrahmane montre qu'Alger est activement engagé pour la sûreté de ce qu'elle considère son « ventre mou », militairement à l'intérieur et diplomatiquement à l'extérieur. Également, cette partie s'avère instructive grâce au traitement des relations algériennes avec la France par le prisme de la normalisation, et avec le Maroc par celui du conflit sahraoui. Les relations franco-algériennes revêtent une dimension symbolique écrasante qu'aucun président français n'est parvenu à normaliser. « Divorce impossible, normalisation improbable » demeure à l'ordre du jour selon A. Baghzouz, puisqu'en bout de course la repentance est une ligne rouge pour l'un, un prérequis pour l'autre. L'Algérie n'est à ce point aux antipodes d'un État qu'avec Rabat sur la question du Sahara occidental. Si deux lectures de cet antagonisme coexistent, l'une réaliste le replaçant dans une ambition concurrentielle pour l'hégémonie maghrébine, l'autre idéaliste soulignant la défense consubstantielle à l'Algérie du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, S. Lagdaf et N. Flici argumentent en faveur de cette dernière interprétation. Les monarchies du Golfe n'en soutiennent pas moins Rabat contre Alger sur cette question, ce qui n'a guère favorisé l'aménité des relations algéro-golffiennes. Celles-ci, rarement analysées, sont présentées par [F. Dazi-Héni](#), chercheuse à l'IRSEM, depuis l'ère Boumédiène (1965-1978) jusqu'à la crise ouverte par l'ostracisation du Qatar en juin 2017 et ses répercussions sur le Maghreb. Notamment, durant la Décennie noire, il ressort que malgré leurs affinités tiers-mondistes l'Iran et l'Algérie n'ont pas été de si bons partenaires – Alger accusant Téhéran d'ingérence et de soutien à l'insurrection islamiste jusqu'à la rupture des liens diplomatiques en mars 1993 – tandis que les réseaux wahhabites et saoudiens n'ont pas joué de rôle décisif dans la radicalisation des islamistes algériens, qui avaient leur propre histoire. De nos jours, la communauté algérienne d'entrepreneurs opérant à Dubaï est représentative de l'analyse portée par S. Belguidoum sur les nouveaux réseaux transnationaux d'affaires. Ceux-ci révèlent le dynamisme d'une nouvelle génération s'étant non seulement affranchie de l'héritage post-colonial, mais qui a remonté les routes commerciales jusqu'à s'installer à Yiwu, premier marché de gros en Chine. De son côté, et de façon plus médiatique, Pékin s'engage également davantage en Algérie. Les deux pays

ont forgé un partenariat stratégique global depuis 2014, dont Y. Zoubir et Y. Hamitouche font état en restant mesurés sur son aspect véritablement « stratégique ». L'Algérie ne parvient pas à convaincre la Chine de la soutenir dans le dossier sahraoui, et celle-ci est encore loin de remplacer la Russie dans les importations d'armes algériennes (66 % pour Moscou, 15 % pour Pékin). De plus, le pétrole algérien et libyen ne représente que 2 % des importations chinoises. Néanmoins, leur relation économique a connu une croissance exponentielle durant les années 2000 – dans les infrastructures et les télécommunications notamment –, raison pour laquelle la Chine a désormais remplacé la France comme premier partenaire commercial de l'Algérie.

Cette collection d'articles sur les transformations de l'Algérie est une contribution originale aux études maghrébines, qui éclaire nombre de processus en pleine ébullition dans cet État central de la Méditerranée occidentale. Les étudiants ou les chercheurs intéressés par le monde arabo-berbère trouveront sûrement dans l'un des sujets traités de quoi approfondir leurs réflexions.

**Mehdi OULDELHKIM**  
*Assistant de recherche*

## À VENIR

**6 mai : Séminaire « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques » / « [L'intelligence artificielle et les drones aériens : potentialités et limites](#) », organisé par Pierre Bourgois et Océane Zubeldia. [Inscription obligatoire](#).**



L'intelligence artificielle (IA) est une technologie offrant l'opportunité de démultiplier les forces, c'est-à-dire en augmentant la vitesse et la capacité ainsi que la formation. Grâce à des progrès inédits en matière de capacité de calcul, de traitement des données et des algorithmes, son application à la flotte de drones de l'armée de l'air américaine (USAF) semble évidente, mais de nombreuses limites subsistent. À court terme, les progrès de l'IA peuvent offrir des gains d'efficacité (réduction des besoins en main-d'œuvre et flexibilité opérationnelle) tandis qu'à moyen terme ils mettent en perspective la réduction et l'accélération de la boucle Observer, Orienter, Décider, Agir (OODA). Elle permet d'accéder à la fois aux zones grises et aux environnements hautement contestés. À cet effet, les États-Unis ont réorienté leur stratégie en s'éloignant des capacités à forte intensité de main-d'œuvre conçues pendant la guerre froide pour faire face à de nouveaux besoins opérationnels.

Toutefois, l'IA est source d'appréhensions tant dans les sphères civile que militaire. En ce sens l'homme pourrait être le principal obstacle à sa mise en œuvre. Ainsi, la résilience viendra de la capacité humaine à se renouveler au regard de ses organisations et de poursuivre les efforts en matière d'innovation tout en ne craignant pas l'échec. Quels seront les outils nécessaires aux changements ? Une stratégie fondée sur l'expérience et le savoir-faire appliquée à l'ensemble d'une structure peut créer non seulement des aviateurs qui ne sont pas intimidés par

l'IA et d'être pleinement capables de l'utiliser. La capacité doit être testée davantage avant son acceptation opérationnelle. Dans le cas spécifique de l'USAF, l'anticipation nécessaire des changements organisationnels et d'adaptation pourrait être son test le plus critique.

Au-delà des aspects techniques, des enjeux de taille subsistent aussi bien organisationnel que d'acceptabilité sociale et engageant inéluctablement le débat autour de la place réelle de l'homme.

**19 mai : Colloque en ligne « Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques – Le détournement d'armes : contrôle, objets, acteurs », IRSEM/DGRIS. Inscription obligatoire.**



Les trafics d'armes classiques constituent une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité internationales. L'une des sources majeures de ce trafic provient du détournement d'armes légalement transférées à destination d'utilisateurs finaux non autorisés. Cette problématique sera au cœur des discussions menées dans le cadre de la septième Réunion biennale des États du Programme d'action des Nations unies sur les armes légères (PoA) qui a été reportée à juillet 2021. Elle fait également l'objet d'échanges nourris au sein du groupe de travail « mise en œuvre » du Traité sur le commerce des armes.

Le présent séminaire vise à élaborer des propositions d'actions en vue de prévenir et combattre ces détournements. Il sera organisé en trois tables rondes dédiées à des aspects spécifiques de cette problématique : rôle de certains acteurs clés en matière de prévention, d'interception et d'assistance/coopération ; contrôle de la chaîne de transfert ; contrôle de certains biens « sensibles ».

## APPEL À CANDIDATURE POUR LE PRIX D'HISTOIRE MILITAIRE 2021

Le ministère des Armées lance l'appel à candidature pour l'édition 2021 du Prix d'histoire militaire qui comporte deux catégories :

- thèse de doctorat
- master de 2<sup>e</sup> année

Sont éligibles les mémoires de master 2<sup>e</sup> année soutenus lors de l'année universitaire 2019-2020 et les thèses de doctorat soutenues au cours de l'année civile 2020.

Seuls les mémoires de master 2<sup>e</sup> année ayant obtenu la mention « très bien » et les thèses de doctorat accompagnées impérativement d'une lettre de recommandation de leur(s) directeur(s) peuvent postuler au prix.

Les candidats étrangers et/ou titulaires d'un doctorat d'une université étrangère peuvent également présenter leur candidature. Les travaux sont obligatoirement rédigés en français.

Les dossiers de candidature sont soumis à l'évaluation du conseil scientifique de la recherche historique de la défense (CSRHD) qui décide de l'attribution des prix.

La date de clôture des candidatures est fixée au vendredi 11 juin 2021 (23h59).

Pour plus d'informations :

<https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/article.php?leref=2145&titre=lancement-du-prix-d-histoire-militaire-2021>